

Nous avons actualisé notre politique sur la concurrence. Nous avons déréglementé l'énergie et les transports, et avons amorcé des réformes dans les institutions financières. Nous avons ouvert notre économie en transformant un organisme d'analyse des investissements étrangers en un organisme de promotion des investissements étrangers. Nous avons privatisé ou éliminé 24 sociétés de l'État, réduit de 90 000 le nombre d'employés du gouvernement fédéral et rationalisé pratiquement tous les ministères et organismes fédéraux.

Je suis persuadé de l'efficacité des mesures que nous avons prises et de l'imminence d'une reprise économique. Nous pouvons nous attendre non seulement à une réduction des taux d'intérêts, mais aussi à une régression de l'inflation -- de 3 % d'ici la fin de l'année prochaine et de 2 % au cours des années suivantes. Notre taux d'inflation sera alors inférieur à celui des États-Unis, sans pour autant qu'il y ait un décalage par rapport à ce que nous avons déjà réussi à accomplir pendant de longues périodes. Nous pouvons également nous attendre à une croissance réelle du taux d'emploi cette année, à des dépenses de consommation plus importantes, à une augmentation du revenu disponible des particuliers et à la multiplication des mises en chantier dans le secteur résidentiel, autrement dit, une intensification de la croissance économique, cette année et par la suite. Cette reprise se sent déjà dans les toutes dernières statistiques économiques.

Bien entendu, la mesure la plus importante que nous ayons prise ces dernières années pour améliorer notre économie a été l'Accord de libre-échange avec les États-Unis (ALE).

La libéralisation du commerce est essentielle au renouveau économique. Elle est aussi synonyme d'une plus grande concurrence. Celle-ci permet à son tour une réduction des prix pour les consommateurs et pousse les entreprises et l'industrie à la rationalisation. Les économies d'échelle augmentent. Les coûts de fabrication diminuent.

En 1988, juste avant l'ALE, les sorties de capitaux directs nets du Canada se chiffraient à 2,5 milliards de dollars. En 1990, le Canada a bénéficié d'apports de capitaux directs nets atteignant le chiffre record de 4,3 milliards de dollars. Notre excédent commercial avec les États-Unis est passé de 14 milliards de dollars en 1988 à 17 milliards en 1990. Parmi les produits dont l'exportation a augmenté, mentionnons les biens manufacturés comme les machines électriques et le matériel roulant, de même que des produits de haute technologie comme le matériel aérospatial et les instruments professionnels.

Malheureusement, la presse s'attarde plus sur les fermetures d'usines et les pertes d'emploi que sur les nouveaux investissements et l'essor des exportations. Pourtant, les